

RECOMMANDATIONS SANITAIRES TEMPORAIRES DE LA DIRECTION DE LA SANTÉ¹

À L'ATTENTION DES GESTIONNAIRES
DE SITES TOURISTIQUES À VOCATION CULTURELLE,
SITES ET ATTRACTIONS TOURISTIQUES
DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE
LIÉE À LA COVID-19

SECTEUR CULTUREL ET TOURISTIQUE

Sites touristiques à vocation culturelle, sites et attractions touristiques



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Version du 12/01/2021

¹ Ce document contient également des références à des obligations légales sur base de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Conformément à l'article L. 312-1 et 312-2 du Code du travail, l'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et, dans le cadre de ses responsabilités, il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

Conformément à l'article L. 313-1 du Code du travail, il incombe à chaque salarié de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

En cas de non-respect des recommandations indiquées ci-dessous, les salariés peuvent contacter le travailleur désigné qui est en charge de la mission de protection des salariés, en son absence le médecin du travail dont dépend leur entreprise et en cas de problèmes persistants la Division de la Santé au Travail et de l'Environnement de la Direction de la Santé sous le numéro : **247-85587**.

Les recommandations ci-dessous s'adressent aux gestionnaires de lieux culturels fermés avec places assises tels que les cinémas, les salles de spectacles, les théâtres et les salles de concerts.

GENERAL : LES GESTES BARRIERE A ADOPTER PAR LE PERSONNEL, LES VISITEURS ET LES INTERVENANTS EXTERNES

Les sites et attractions touristiques peuvent opter pour le régime de Covid check tel que défini dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Avec application du Régime « Covid check »

- Par « régime Covid check », tel que défini dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, on entend le régime applicable à des établissements accueillant un public, rassemblements, manifestations ou événements dont l'entrée est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir :
 - soit d'un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
 - soit d'un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
 - soit d'un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;

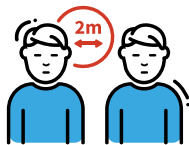
- soit d'un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- soit d'un certificat établi par le directeur de la santé ou son délégué à l'attention des ressortissants de pays tiers, titulaires d'un certificat de vaccination accepté par le Grand-Duché de Luxembourg,
- soit d'un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.

Les activités culturelles s'adressant aux jeunes âgées entre douze ans et deux mois et moins de dix-neuf ans et dépassant le nombre de dix personnes, sont soumises à la présentation d'un des certificats suivants :

- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
 - Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
 - Un certificat établi par le directeur de la santé ou son délégué à l'attention des ressortissants de pays tiers, titulaires d'un certificat de vaccination accepté par le Grand-Duché de Luxembourg,
 - Un certificat de test sachant que les tests TAAN ont une durée de validité de 48 heures et les tests TAR une durée de validité de 24 heures ;
 - Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.
- Les personnes âgées de moins de douze ans et deux mois sont exemptées de la présentation de tels certificats.
 - L'exploitant de l'établissement est tenu de demander une pièce d'identité à la personne qui lui présente un certificat de vaccination ou de rétablissement afin de s'assurer que l'identité mentionnée sur le certificat présenté et celle figurant sur la pièce d'identité sont identiques. Si la personne refuse ou est dans l'impossibilité de présenter un certificat et de justifier, sur demande de l'exploitant ou de l'organisateur, son identité, elle ne pourra pas accéder à l'établissement concerné. L'exploitant ou l'organisateur peut faire exécuter les vérifications prévues au présent paragraphe par un ou plusieurs de ses salariés, ou les déléguer à un ou plusieurs prestataires externes.
 - L'application du régime Covid check fait l'objet d'une notification préalable par voie électronique à la Direction de la santé et d'un affichage visible à l'entrée et/ou sur les supports de promotion. Lors de la notification, le périmètre du lieu de la manifestation ou de l'évènement doit être déterminé de manière précise.

Sans application du régime « Covid check »

Si les sites et attractions touristiques n'optent pas pour le régime « Covid check » les mesures sanitaires suivantes s'appliquent :



- Appliquer les principes de distanciation physique : les employés et visiteurs sont tenus de respecter en tout temps une distance d'au moins deux mètres entre eux ;
- Le port du masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé; il est également obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de 10 personnes, dans un lieu fermé ou en plein air ;
- Se désinfecter régulièrement les mains respectivement se laver les mains à l'eau, au savon et les sécher avec des serviettes en papier jetables ;
- Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir ;
- Saluer sans se serrer la main et sans se toucher ;
- Utiliser des mouchoirs à usage unique et les jeter dans une poubelle à couvercle à commande non-manuelle ;
- Eviter tout regroupement de personnes à moins de deux mètres de distance ;
- Limiter les échanges de main à main etc.

MESURES A ADOPTER PAR L'EMPLOYEUR / LE GESTIONNAIRE

- ²Tout salarié, agent public ou travailleur indépendant doit être en mesure de présenter sur son lieu de travail un des trois certificats suivants :
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR,
 - Un certificat de rétablissement muni d'un code QR,
 - Un certificat de test muni d'un code QR sachant que les tests TAAN ont une durée de validité de 48 heures et les tests TAR une durée de validité de 24 heures.

Tout salarié, agent public et travailleur indépendant muni d'un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 établi par le directeur de la santé doit être en mesure de présenter sur son lieu de travail son certificat ainsi qu'un certificat de test ou le résultat négatif d'un test autodiagnostique réalisé sur place.

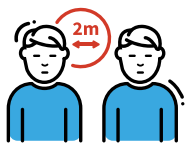
Cette obligation est contrôlée par l'employeur ou le chef d'administration ou une autre personne désignée par eux.

Le salarié, l'agent public ou le travailleur indépendant qui refuse ou est dans l'impossibilité de présenter l'un des certificats ci-dessus n'a pas le droit d'accéder à son lieu de travail.

² Applicable à partir du 15 janvier 2022

- Pour la finalité de faciliter les vérifications effectuées dans le cadre de la présentation d'un certificat valable, l'employeur ou le chef d'administration peut tenir une liste des salariés ou agents publics vaccinés ou rétablis³.

Les gestionnaires des sites touristiques à vocation culturelle, sites et attractions touristiques dont l'accès au site est payant sont tenus d'adopter une politique de prévention des maladies infectieuses suivante :



- Permettre l'accès à un point d'eau, à du savon et à des serviettes en papier jetables afin que les employés puissent se laver les mains. Si l'employeur se trouve dans l'impossibilité d'offrir un accès à un point d'eau, il doit fournir des solutions hydro-alcooliques aux salariés ;
- Afficher une méthode efficace pour le lavage de mains comme celle prescrite par l'Organisation mondiale de la sante; des affiches rappelant l'importance de l'hygiène des mains, de l'étiquette respiratoire et de la distanciation sociale devraient être installées aux endroits stratégiques ;
- Garantir que dans les files de personnes une distance d'au moins deux mètres soit respectée entre chaque personne ;
- Eviter, si possible, tout contact physique entre les salariés et les visiteurs ;
- Eviter, dans la mesure du possible, les échanges de main à main d'argent, cartes bancaires, tickets, etc. ;
- Privilégier la réservation de billets en ligne ainsi que le paiement en ligne ou par cartes idéalement sur des terminaux fixes, qui n'ont pas besoin d'être manipulés, et les paiements par téléphones portables ; les paiements en espèces restent toutefois possibles ;
- Les cantines d'entreprises sont soumises au régime de Covid check ; pour pouvoir y accéder, les salariés doivent présenter soit :
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
 - Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
 - Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
 - Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 établi par le directeur de la santé à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test muni d'un code QR ou d'un résultat négatif d'un test autodiagnostique réalisé sur place.

³ La durée de validité de cette liste ne peut pas aller au-delà du 28 février 2022. Le salarié inscrit sur la liste peut demander son retrait à tout moment et sans qu'aucune justification ne soit nécessaire.

LES MESURES SPECIFIQUES DANS LES ENDROITS ACCESSIBLES AUX VISITEURS

Si les activités ne se déroulent pas sous le régime du Covid check, les mesures suivantes doivent être respectées :

Site accessible librement et en déambulation

Afficher à l'entrée du site et le cas échéant sur le site internet du site, les précautions mises en place et les informations utiles au visiteur :

- Respect de la distanciation physique en tout temps ;
- Eviter la formation de groupements à l'intérieur du site ;
- Port obligatoire du masque en toutes circonstances à partir de 6 ans.

Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de régime Covid check.

Site fermé, accessible contre paiement

- Limitation du nombre de visiteurs en fonction de la surface et afin que le flux de visiteurs reste raisonnable et gérable ; dans la mesure du possible, veiller à ce que la capacité d'accueil permette une distance de deux mètres entre chaque personne. Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de régime Covid check ;
- Le port de masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir la bouche et le nez est obligatoire en toutes circonstances à partir de 6 ans sauf pour les activités qui se déroulent sous le régime Covid check;
- Les parties intérieures se trouvant sur un site (espaces clos et couverts comme p.ex. donjons, chapelles, tours, salles isolées, caves, cryptes, shops, etc.) ne peuvent être visitées simultanément que par un nombre limité de personnes, permettant dans la mesure du possible une distanciation de deux mètres entre chaque personne ; des surveillants devraient y être postés, sinon les parties intérieures des sites devraient rester fermées au public ; ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de régime Covid check ;
- Privilégier dans la mesure du possible la réservation directe des entrées auprès du gestionnaire du site (par téléphone ou internet) ou via les plateformes de réservation en ligne, en vue de garantir une accessibilité pour le visiteur et un certain contrôle des arrivées et départs pour le gestionnaire ; toutes les personnes arrivant sans réservation pourraient être acceptées sous réserve que le nombre de visiteurs admis reste raisonnable et gérable et permette une distanciation de deux mètres entre chaque personne ;
- Mise à disposition au personnel et aux visiteurs de solutions hydro-alcooliques ;
- Régulation contrôlée de la circulation des visiteurs en utilisant des marqueurs au sol pour guider les visiteurs ;

- Protection du personnel moyennant des dispositifs de protection à la caisse qui peuvent être nettoyés et désinfectés facilement (type plexiglass), le port de masque, la mise à disposition de solutions hydro-alcooliques ;
- Toute activité accessoire de restauration et de débit de boissons est interdite, sauf si ces activités ont lieu dans le cadre ou à l'occasion de manifestations ou d'évènements se déroulant sous le régime Covid check ;
- Lors de visites guidées, offres pédagogiques et tout autre rassemblement organisé, le nombre de personnes est à limiter à 20 (guide et/ou personnel encadrant non-inclus) et le port du masque ainsi que le respect d'une distance minimale de deux mètres sont obligatoires en toute circonstance ; l'obligation du respect d'une distance de deux mètres ne s'applique toutefois ni aux personnes qui font partie d'un même ménage ou qui cohabitent, ni à des groupes de personnes composés de quatre personnes ;
- En présence de plus de 20 personnes s'ajoute l'obligation du régime Covid check ou de l'assignation de places assises à 2 mètres de distance et le port de masque.

MESURES SUPPLEMENTAIRES A ADOPTER POUR LES TOURS ET VISITES GUIDEES EN PLEIN AIR

Si les activités ne se déroulent pas sous le régime du Covid check, les mesures suivantes doivent être respectées :

Visites guidées à pied et en plein air :

- Appliquer les principes de la distanciation physique entre les agents et les visiteurs ;
- Lors de visites guidées entre 11 et 50 personnes (guide non-inclus), le port du masque ainsi que le respect d'une distance minimale de deux mètres sont obligatoires. Si la constellation du site ne permet pas de respecter les principes de la distanciation physique, le nombre maximal de personnes est à adapter à la baisse en conséquence. L'obligation du respect d'une distance de deux mètres ne s'applique toutefois ni aux personnes qui font partie d'un même ménage ou qui cohabitent, ni à des groupes de personnes composés de quatre personnes au maximum. Ces conditions ne s'appliquent pas lorsque l'organisateur opte pour le régime Covid check, voir définition page 2.
- Eviter, tant que possible, tout contact physique avec toute personne ;
- Durant la visite guidée, adopter les précautions de base pour l'hygiène des mains et l'hygiène respiratoire (cf. gestes barrière) ;
- Eviter, tant que possible, de partager du matériel ou des équipements (audioguides, tablettes, crayons, appareils de communication etc.).

MESURES SUPPLEMENTAIRES A ADOPTER POUR LES VISITES MOYENNANT DES TRANSPORTS TOURISTIQUES

- Pour les transports touristiques, l'accès aux transports se fait uniquement via les portes arrières pour limiter le contact avec le chauffeur et/ou le guide. Le cas échéant, un panneau de séparation qui peut être facilement nettoyé et désinfecté peut être installé pour protéger le chauffeur et/ou le guide. Si tel est le cas, l'accès des passagers se fait de préférence par l'avant et la sortie par l'arrière ;
- Les principes de la distanciation physique s'appliquent dans la mesure du possible aux transports touristiques. Le port de masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir efficacement le nez et la bouche est obligatoire en toutes circonstances ;
- Se désinfecter régulièrement les mains respectivement se laver les mains à l'eau et au savon, en tout cas avant la prise de service et à la fin du voyage.

LES MESURES SPECIFIQUES APPLICABLES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION D'ACTIVITES ET ATELIERS PEDAGOGIQUES

De manière générale, les activités scolaires sont dispensées des mesures de distanciation ainsi que des limites de rassemblement lorsque les activités se déroulent à l'intérieur et que les élèves sont assis à leur place.

Les activités péri- et parascolaires sont dispensées des mesures de distanciation ainsi que des limites de rassemblement lorsque les activités se déroulent à l'intérieur et lorsque le groupe de personne participant simultanément à une activité culturelle scolaire ne dépasse pas le nombre de dix.

Cependant, il est recommandé de sensibiliser les enfants et les jeunes aux règles d'hygiène ainsi qu'aux principes de distanciation de deux mètres, tout en sachant que cette mesure ne pourra pas strictement être respectée en tout temps.

Le contact des groupes avec les personnes extérieures doit être évité dans la mesure du possible. Si des prestataires externes interviennent dans le cadre des activités, il est recommandé qu'ils appliquent, dans la mesure du possible, les mesures de distanciation et le cas échéant, le port de masque.

Pour les activités et ateliers pédagogiques organisés à l'attention d'enfants et adultes à titre individuel, les mesures de protection telles que les prévoit la loi s'appliquent.

Les gestionnaires sont tenus d'adopter une politique de prévention des maladies infectieuses suivante:

POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS A DESTINATION DES CLASSES SCOLAIRES ET GROUPES PARASCOLAIRES

Les activités pédagogiques culturelles à l'attention de groupes scolaires, qu'elles se tiennent sous forme de spectacles, d'événements culturels, de projections ou autres, sont dispensées des mesures de distanciation et de limitation du nombre de participants ainsi que du régime Covid check.

Les activités péri-parascolaires s'adressant aux jeunes âgés entre douze ans et deux mois et moins de dix-neuf ans sont soumises à la présentation d'un des certificats suivants :

- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
- Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de test sachant que les tests TAAN ont une durée de validité de 48 heures et les tests TAR une durée de validité de 24 heures ;
- Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.

Les activités péri-parascolaires s'adressant aux jeunes de dix-neuf ans et plus sont soumises à la présentation d'un des certificats suivants :

- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
- Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.

Il est recommandé de maintenir des groupes fixes et de ne pas mélanger différentes classes ou groupes scolaires ou parascolaires. De plus, il est recommandé, dans la mesure du possible, d'assigner des places assises si l'activité le permet.

Bien que les activités scolaires et parascolaires soient dispensées de certaines mesures, il est recommandé, pour la tenue d'activités, d'appliquer dans la mesure du possible les mesures suivantes:

- Ne pas proposer des activités pendant lesquelles les participants sont amenés à toucher les autres ; veiller à minimiser les contacts interpersonnels ;
- Ne pas proposer des ateliers ou activités où les participants sont amenés à toucher ou manipuler entre eux le(s) même(s) objet(s) ;
- Eviter les activités impliquant un contact intense et prolongé ;
- Il est recommandé de ne pas mélanger de classes scolaires entre elles. En ce qui concerne les activités parascolaires, il est recommandé de ne pas constituer de groupes trop grands afin d'éviter le cas échéant la mise en quarantaine d'un nombre trop important de participants ;
- Limiter la circulation des participants et attribuer à chacun une place fixe ;
- Organiser des flux de circulation à l'intérieur du bâtiment. Veiller à ne pas mélanger deux groupes scolaires différents ;
- Le port du masque est obligatoire pour les activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires, lorsque celles-ci se déroulent à l'intérieur, sauf lorsque les élèves sont assis à leur place. Cette obligation ne s'applique aux élèves qu'à partir du cycle 2 de l'enseignement fondamental ;
- Le port du masque est obligatoire pour tout déplacement à l'intérieur du bâtiment ;
- Le port du masque, les règles de distanciation physique ne s'appliquent pas aux activités péri- et parascolaires se déroulant à l'intérieur, lorsque le groupe de personnes participant simultanément à une activité ne dépasse pas le nombre de dix. Ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque les activités péri- et parascolaires se déroulent sous le régime Covid check ;
- Il est recommandé que la taille maximale d'un groupe par table n'excède pas 10 personnes ;
- Distanciation physique de 2 mètres et port du masque obligatoire et généralisé pour les contacts interpersonnels entre adultes (enseignants, personnel encadrant, parents, animateurs et/ou tout autre personne externe) ;
- Lavage des mains avant et après l'activité ;
- Mise à disposition, au besoin, d'écrans de protection, de masques, de distributeurs de solutions hydro-alcooliques, de matériel signalétique ;
- En cas de distribution de matériel pédagogique, veiller à désinfecter le matériel après chaque usage. Le partage de matériel et d'équipement est à proscrire, chaque participant doit disposer de son propre matériel. Les participants peuvent ramener leur propre trousse scolaire ou autre si utile ;
- L'aération régulière des ateliers et espaces pédagogiques qui accueillent les groupes scolaires et parascolaires est fortement recommandée. Pour les systèmes de ventilation, basculer à 90% d'air frais ;
- Nettoyage des locaux sanitaires, des surfaces et objets fréquemment touchés après chaque passage de groupe scolaire ou parascolaire ;
- Si le temps et le lieu le permettent, les activités à l'air libre sont à privilégier.

POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS A DESTINATION D'UN PUBLIC INDIVIDUEL (« groupe non scolaire »)

La pratique d'activités culturelles, tels les ateliers pédagogiques à destination d'un public individuel, non issu d'un même ménage, est soumise au régime du Covid check lorsque le groupe dépasse le nombre de dix personnes.

Ainsi, les activités culturelles s'adressant aux jeunes âgées entre douze ans et deux mois et moins de dix-neuf ans et dépassant le nombre de dix personnes, sont soumises à la présentation d'un des certificats suivants :

- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
- Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat établi par le directeur de la santé ou son délégué à l'attention des ressortissants de pays tiers, titulaires d'un certificat de vaccination accepté par le Grand-Duché de Luxembourg,
- Un certificat de test sachant que les tests TAAN ont une durée de validité de 48 heures et les tests TAR une durée de validité de 24 heures ;
- Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.

Les activités culturelles s'adressant aux personnes de plus de dix-neuf ans, sont soumises à la présentation d'un des certificats suivants :

- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR dont la durée de validité excède les 180 jours (6 mois), à condition de présenter soit un certificat de test soit un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place ;
- Un certificat de vaccination muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel ;
- Un certificat de rétablissement muni d'un code QR dont la durée de validité n'excède pas 180 jours (6 mois) ;
- Un certificat établi par le directeur de la santé ou son délégué à l'attention des ressortissants de pays tiers, titulaires d'un certificat de vaccination accepté par le Grand-Duché de Luxembourg ;
- Un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 à condition que le titulaire dudit certificat puisse également se prévaloir d'un certificat de test ou un résultat négatif d'un test autodiagnostique à réaliser sur place.

NETTOYAGE DES SURFACES



- Nettoyer les espaces de travail, sanitaires, espaces partagés au moins une fois par jour avec un produit d'entretien habituel ;
- Nettoyer les surfaces fréquemment touchées : nettoyer régulièrement avec un produit d'entretien habituel toutes les surfaces touchées par le visiteur (portes, mains courantes, barrières, garde-corps, écrans tactiles, etc.) ;
- Prévoir une adaptation des fréquences de nettoyage des sanitaires à disposition des visiteurs et vérifier que du savon et des serviettes en papier jetables soient disponibles en tout temps ;
- Désinfecter après chaque usage les audioguides et nettoyer régulièrement les écrans tactiles et autre matériel.

EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE



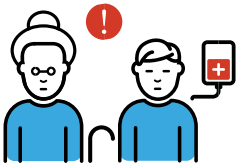
Masques de protection : notons que les masques chirurgicaux ou tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche ne protègent pas le porteur de manière efficace mais protègent les autres personnes des gouttelettes émises par le porteur du masque (toux, éternuement). Le port de masque est obligatoire pour toutes les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé ainsi que pour les rassemblements qui mettent en présence plus de dix personnes, sauf pour les activités qui se déroulent sur le régime Covid check.

- **Solution hydro-alcoolique** : dans la mesure du possible, l'employeur devrait mettre à disposition de ses salariés des solutions hydro-alcooliques (plusieurs points de distribution à travers les entreprises) ;
- **Port de gants** : le port de gants risque d'entraîner un faux sentiment de sécurité et la contamination par le contact avec de multiples surfaces sans que les gants ne soient changés. Le port de gants n'élimine pas la nécessité de se laver régulièrement les mains.

EN PRÉSENCE DE PERSONNES CONSIDÉRÉES COMME PERSONNES VULNÉRABLES :

Les personnes de plus de 65 ans ou celles qui souffrent déjà d'une des maladies listées ci-après présentent un risque accru de développer des complications sévères. Les maladies concernées sont:

- Le diabète: les diabétiques insulino-dépendants non équilibrés ou présentant des complications secondaires à leur pathologie ;
- Les maladies cardiovasculaires : antécédents cardiovasculaires, hypertension artérielle compliquée, antécédents d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- Les maladies chroniques des voies respiratoires : les personnes présentant une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale;
- Le cancer : les malades atteints de cancer sous traitement ;
- Les personnes avec une immunodépression congénitale ou acquise :
 - o médicamenteuse : chimiothérapie anticancéreuse , immunosuppresseur, biothérapie et/ou une corticothérapie à dose immunosuppressive ,
 - o infection à VIH non contrôlé ou avec des CD4 <200/mm³,
 - o consécutive à une greffe d'organe solide ou de cellules souches hématopoïétiques ,
 - o liée à une hémopathie maligne en cours de traitement ,
 - o les patients présentant une insuffisance rénale chronique dialysée
 - o les malades atteints de cirrhose au stade B ou C de la classification de Child-Pugh.
- Les personnes présentant une obésité morbide (indice de masse corporelle > 40 kg/m²) ;
- Les femmes enceintes.



Les personnes considérées comme des personnes vulnérables peuvent travailler, mais leurs employeurs sont tenus de les protéger particulièrement sur le lieu de travail p.ex. en les éloignant le plus possible des autres collaborateurs et des visiteurs. L'employeur invite les personnes vulnérables à se manifester auprès de leur médecin du travail pour définir ensemble une solution protégeant au mieux la santé des salariés concernés.

EN PRÉSENCE DE PERSONNES PRÉSENTANT DES SYMPTÔMES D'INFECTION:

- Appliquer de façon stricte l'exclusion des personnes présentant des symptômes d'infection ;
 - o Le salarié doit rester à son domicile. En cas de persistance des symptômes, il doit consulter un médecin par téléconsultation;
 - o L'employeur est tenu de suivre le protocole d'isolement recommandé par la Direction de la santé avant de réintégrer un employé présentant un risque de contagion à son poste de travail.
 - o Les personnes ayant été testées positives à la Covid-19 sont mises en isolement :
 - o **Personnes ne disposant ni d'un schéma vaccinal complet, ni d'une vaccination de rappel réalisée endéans un délai de six mois** : durée maximale de dix jours ;

- **Personnes disposant d'un schéma vaccinal complet, et le cas échéant d'une vaccination de rappel ou d'un certificat de rétablissement** : durée maximale de six jours, à condition que la personne infectée réalise deux tests antigéniques rapides respectivement le cinquième et le sixième jour et dont le résultat doit être négatif. Au cas où le test est positif, la durée est portée à dix jours.
- Si un salarié ou un client commence à ressentir des symptômes sur son lieu de travail, l'employeur doit disposer d'une procédure pour l'isoler dans un local ou lui faire porter un masque chirurgical jusqu'à ce qu'il quitte le lieu de travail pour aller consulter un médecin ;
- Les personnes ayant été en contact étroit (plus de 15 minutes et moins de 2 mètres et sans masque) avec une personne ayant été testée positivement à la COVID-19 seront contactées par la Direction de la santé pour être mises en quarantaine pendant la durée de la période d'incubation de la maladie ;
- Les personnes ayant été en contact avec une personne testée positivement à la COVID-19 sont prises en charge de la manière suivante:
 - **Personnes non-vaccinées ou non-guéries** (= contact face-à-face pendant plus de 15 minutes et à moins de deux mètres sans port correct de masque OU contact physique direct OU contact dans un environnement fermé avec un cas COVID-19 pendant plus de 15 minutes, sans port correct de masque et sans respecter une distance minimale de deux mètres) : les personnes seront contactées par la Direction de la santé pour être mises en quarantaine pendant 7 jours avec réalisation d'un test de dépistage à partir du 6e jour. En cas de négativité du test, la quarantaine sera levée et la personne continuera une auto-surveillance pendant 7 jours supplémentaires et portera un masque pendant cette période lorsqu'elle sera en contact avec d'autres personnes. Au besoin, un certificat d'arrêt de travail sera délivré par l'Inspection sanitaire. En cas de refus de se soumettre à un test au 6e jour, la durée totale de quarantaine sera de 14 jours. Si la personne présente des symptômes évocateurs d'une infection COVID-19 à n'importe quel moment, elle devra passer en isolement et un test à la recherche du virus sera immédiatement réalisé.
 - **Personnes vaccinées (schéma de vaccination complet) ou guéries (infection d'un temps de moins de 6 mois)** : plus besoin de quarantaine
 - **Tous les autres cas** : auto-surveillance pendant 14 jours avec prise de température deux fois par jour et prise en compte d'éventuels symptômes. En cas de symptômes compatibles avec une infection COVID-19, un test à la recherche du virus sera immédiatement réalisé.
- Réintégration de salariés ayant été testés positivement à la COVID-19 : le salarié peut réintégrer son poste de travail 10 jours, respectivement 6 jours selon les modalités détaillées ci-dessus, après avoir été testé positivement à condition qu'il ne présente plus de symptômes depuis 48 heures ;

- S'il continue à présenter des symptômes, il doit impérativement consulter son médecin ou un autre médecin via téléconsultation, car il a possiblement des complications de son infection ;
- Il n'est pas utile de tester à nouveau les personnes en fin de période d'isolement. Une personne qui a suivi le protocole d'isolement et qui ne présente plus de symptômes depuis 48 heures, peut réintégrer son poste de travail peu importe le résultat d'un éventuel deuxième test.